Document généré le 05/09/2026 04:24

Nouveaux Cahiers du socialisme

Vincent Ouellette-Destroismaisons, *Une histoire à guichet fermé : le Mouvement Desjardins et ses coupes de services en zone rurale – le cas de Ripon,* Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2020

Alexandre Veilleux

Numéro 26, automne 2021

URI : https://id.erudit.org/iderudit/96618ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)
1918-4670 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Veilleux, A. (2021). Compte rendu de [Vincent Ouellette-Destroismaisons, *Une histoire à guichet fermé : le Mouvement Desjardins et ses coupes de services en zone rurale – le cas de Ripon,* Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2020]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (26), 249–251.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Vincent Ouellette-Destroismaisons

Une histoire à guichet fermé
Le Mouvement Desjardins et ses coupes de services en zone rurale – le cas de Ripon

Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2020

Alexandre Veilleux

Entre 2000 et 2017, la municipalité de Ripon, une petite communauté rurale de l'Outaouais, a été victime d'une élimination graduelle des services offerts par Desjardins. Dans l'ouvrage *Une histoire à guichet fermé*, le militant Vincent Ouellette-Destroismaisons livre le récit des citoyennes et des citoyens de Ripon qui se sont battus sans relâche pour conserver le guichet automatique du village. Or, ce témoignage ne concerne pas simplement le retrait d'un guichet automatique, mais plutôt l'effritement de l'idéal coopératif à l'origine du Mouvement Desjardins. L'idéal coopératif et démocratique autrefois promu par Alphonse Desjardins se voit donc remplacé par la « bancarisation » du Mouvement des caisses Desjardins et l'accumulation de profit.

Ouellette-Destroismaisons commence par expliquer le principe de la coopération. Il met donc en évidence certains éléments-clés qui devraient, en soi, s'appliquer au Mouvement Desjardins. Ce sont, entre autres, un contrôle démocratique exercé par les membres, la participation économique des membres, l'autonomie des différentes coopératives, ainsi que le souci de la communauté.

Cela posé, l'auteur se tourne tel un journaliste d'enquête vers les événements qui ont mené à la diminution des services offerts par Desjardins et qui ont culminé par la fermeture du dernier guichet automatique de Ripon. Il faut préciser que ce guichet est important pour les citoyens et les citoyennes de la municipalité. Il est utilisé pour payer les producteurs et des marchands locaux, non seulement parce qu'il garantit l'efficacité des transactions, mais également parce qu'il évite de diminuer la marge de bénéfice déjà maigre des commerçants. Enfin, ce guichet est important pour la population vieillissante qui n'utilise pas ou peu les services bancaires offerts en ligne.

La fermeture du guichet de Ripon a été annoncée en décembre 2017, parmi une série de coupes de service. Une vague de contestations s'en est suivie. Après avoir fait circuler une pétition qui a récolté quelques centaines de signatures, les citoyens de Ripon sont parvenus à tenir une assemblée générale de quelque 350 membres. Or, l'auteur accuse Desjardins d'avoir nui à l'expression de la volonté des membres.

Non seulement ont-ils été dépouillés de leur droit de vote, mais la plupart de leurs questions sont restées sans réponse. Lors de l'assemblée générale annuelle où a lieu l'élection des membres du conseil d'administration (CA), Desjardins aurait également encouragé ses employés·e·s et leurs familles à se présenter pour contrôler le conseil d'administration.

Ouellette-Destroismaisons relève ensuite quelques contractions dans les arguments avancés par Desjardins pour justifier la fermeture du guichet automatique. Alors que Desjardins parle d'une diminution du nombre de transactions, l'auteur indique que cela s'explique notamment par le fait que le guichet a été hors d'usage pendant un certain temps. Or, les représentants de Desjardins n'ont pas su expliquer si cela avait été pris en considération dans les statistiques. L'auteur souligne également que le nombre de transactions n'est pas l'élément central à prendre en considération, mais plutôt leur importance pour les habitants de Ripon.

L'auteur met ensuite en évidence plusieurs tactiques utilisées par Desjardins contre ses membres. Ces tactiques n'ont pas été employées à Ripon uniquement, mais semblent plutôt relever d'un ensemble de procédés appliqués dans plusieurs municipalités québécoises victimes de ces diminutions de service par « la machine Desjardins » entre 2013 et 2018. On a pu constater la similitude entre ces tactiques grâce à des entrevues avec des militantes et militants de plusieurs régions du Québec, de même qu'avec des anciens administrateurs de différentes caisses. Ainsi, l'auteur n'hésite-t-il pas à accuser Desjardins de faire preuve de mauvaise foi dans les discussions avec les membres, de répandre de la désinformation et d'adopter des stratégies de mensonge et d'intimidation. Ces tactiques comprennent une « ligne de parti » à respecter lors des assemblées annuelles, de sorte que les votes sont faits machinalement et reflètent une mise en scène qui nuit au pouvoir démocratique des membres. L'auteur dénonce également le pouvoir discrétionnaire du président d'assemblée, le manque de transparence de ces assemblées ainsi qu'une « intimidation juridique » que matérialise une armée d'avocats à la disposition du Mouvement Desjardins.

Malgré ces critiques du Mouvement, l'auteur n'appelle pas à un boycottage de Desjardins. Au contraire, il reste favorable à une coopérative, mais déplore la bancarisation qui se poursuit chez Desjardins. Le dernier chapitre est donc consacré à des propositions destinées à permettre au Mouvement Desjardins de retrouver l'idéal coopératif du début du XX^{e} siècle, qui mettait le bien-être de ses membres avant l'accumulation du profit. Ouellette-Destroismaisons propose donc une démocratie plus active, marquée par une décentralisation de la prise de décision, la clarification des procédures d'assemblées, une meilleure représentation géographique du CA, ainsi que la mise en place d'outils permettant aux membres de faire face aux décisions du CA.

Finalement, le témoignage personnel de Vincent Ouellette-Destroismaisons permet de soulever d'importantes questions et réflexions sur les transformations du Mouvement Desjardins, qui s'éloigne de l'idéal coopératif à son origine. Cet ouvrage dépasse l'histoire du guichet de Ripon : il s'agit d'un cri du cœur des citoyens et citoyennes des petites localités rurales du Québec, souvent les premières victimes de l'élimination des services, mais impuissantes face à des géants tels que le Mouvement Desjardins. De façon plus large, cela soulève une question importante de société, soit celle de la prépondérance de l'accumulation du profit sur le bien-être des citoyens.

Benoit Renaud
Un peuple libre

Montréal, Écosociété, 2020

Michèle Hehn et Paolo Lapointe-Miriello

Dans *Un peuple libre*, Benoit Renaud tente de démontrer à quoi ressemblerait un Québec progressiste et indépendant. Ainsi, son livre expose-t-il des arguments esquissés par Eric Martin dans *Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec*, publié en 2017. Cependant, Renaud met de l'avant un cadre d'analyse qui donne davantage priorité et reconnaissance à la question existentielle de l'environnement, à la relation entre le Québec et les populations autochtones ainsi qu'à la question de l'oppression prise au sens large. Il en résulte un cadrage nettement plus à gauche de la question de l'indépendance.

Selon Renaud, le mouvement indépendantiste québécois fait face à deux problèmes : un manque de soutien généralisé envers l'indépendance et une prédominance croissante des idées identitaires de droite au sein du mouvement au cours des dernières années. Face à cette conjoncture, Renaud propose une « république sociale et écologique du Québec » en tant que « destination commune qui permettrait [...] de rassembler une majorité » (p. 48).

Renaud présente ses arguments et sa construction historique à travers un exposé thématique qui débute par un regard sur le virage à droite du mouvement indépendantiste ces dernières décennies : « l'indépendance déboussolée ». Suit une discussion sur l'empire canadien et ses ravages coloniaux et environnementaux. Le livre permet ensuite de juxtaposer les enjeux du racisme, de l'islamophobie et de la laïcité à la question nationale. Enfin, Renaud explique l'importance centrale du processus d'assemblée constituante dans l'accès à l'indépendance qu'il envisage pour le Québec.